

L'actualité de Keynes (1883-1946)

Conférence présentée par Renato Di Ruzza le 7 juin 2007

C'est peu dire que la vie de Keynes fut étincelante. Fils d'un économiste renommé, il fit des études brillantes en mathématiques et ne commença à s'intéresser à l'Economie Politique que pour préparer un concours administratif. Il était, déjà à ce moment-là, supérieurement doué (un de ses professeurs, Alfred Marshall, convoquera son père pour lui dire sa jalousie de n'avoir pas un fils tel que lui), et surtout supérieurement persuadé de l'être (en apprenant sa note, moyenne, à l'épreuve d'économie du concours, Keynes dira : « *normal, j'en savais évidemment beaucoup plus que mes examinateurs* » !). Comme il s'ennuie dans le travail que lui confie l'administration, il écrit un traité de probabilités qui fera date. Il démissionne rapidement pour venir à l'Université de Cambridge et entamer une carrière exceptionnelle d'économiste.

Keynes a beaucoup hésité avant de devenir économiste et ce n'est que devant les supplications d'Alfred Marshall qu'il abandonnera ses scrupules. En effet, il était convaincu que l'Economie Politique était une discipline trop ardue pour lui, et dont il définit les exigences ainsi : « *C'est une matière facile, mais où peu excellent ! Ce paradoxe s'explique par le fait qu'un économiste confirmé doit posséder une rare combinaison de dons. Il doit être un tant soit peu mathématicien, historien, homme d'Etat, philosophe. Il doit comprendre les symboles et s'exprimer avec des mots. Il lui faut considérer le particulier en termes généraux et manier les faits concrets aussi bien que les concepts abstraits. Il lui faut étudier le présent, à la lumière du passé, pour préparer l'avenir. Il ne doit négliger nul côté de la nature humaine ni nulle institution. Il doit à la fois se fixer un but et être désintéressé ; il doit être aussi lointain et incorruptible qu'un artiste, mais parfois aussi terre à terre qu'un politicien* ».

Keynes avait naturellement toutes ces qualités. Et il en avait beaucoup d'autres encore : il a accumulé une fortune de 500 000 livres par la spéculation sur le marché des devises et il a enrichi l'Université de Cambridge lorsqu'il en fut l'administrateur ; marié à une danseuse soviétique, collectionneur d'œuvres d'art, féru d'art moderne, directeur du théâtre de Cambridge et Gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre, il fut l'ami de Franklin Roosevelt et de Winston Churchill bien sûr, mais aussi de Bernard Shaw, de Virginia Woolf et de Pablo Picasso. Issu de la bourgeoisie rigoriste de Grande Bretagne, s'interrogeant à l'âge de quatre ans et demi sur la signification économique de l'intérêt et à six ans sur le fonctionnement de son cerveau, il prit rapidement un esclavage à l'école qui le suivait en lui obéissant et qui lui portait livres et cartable. Mais il devint aussi la tête pensante du Groupe de Bloomsbury, réunion d'intellectuels plus ou moins dadaïstes qui avaient pour devise « rien n'est sacré », et il gardera de cette expérience le goût de l'absurde, du cynisme et de l'iconoclastie.

Bien qu'étant avant-gardiste en matière d'art et de concertation sociale, Keynes était politiquement ultraconservateur, et il ne s'en cachait pas. Concernant le communisme, il disait : « *Comment puis-je accepter cette doctrine qui exalte comme une bible, au dessus de toute critique, un manuel démodé dont je sais qu'il est non seulement scientifiquement erroné, mais encore inintéressant et inapplicable dans le monde* ».

moderne ? Comment puis-je adopter une doctrine qui, préférant la vase au poisson, exalte le prolétariat crasseux au détriment de la bourgeoisie et de l'intelligentsia qui, en dépit de leurs défauts, sont la quintessence de l'humanité et sont certainement à l'origine de toute œuvre humaine ? ». Ce qui ne l'empêchera ni de se lier d'amitié avec le ministre soviétique des Affaires étrangères qu'il rencontre en 1922 à la conférence de Gènes, ni de faire venir Piero Sraffa, cofondateur du Parti communiste italien, à Cambridge, ni d'agir pour la défense de Antonio Gramsci emprisonné dans les geôles mussoliniennes.

L'empreinte de Keynes s'exercera non seulement parce qu'il a publié l'« ouvrage économique du siècle » (*La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936), mais aussi parce qu'il a développé une intense activité intellectuelle sur toute la période qui va de la première à la seconde guerre mondiale. Il se fait connaître en dénonçant les conditions économiques de l'armistice de 1918 et en annonçant les dangers économiques et politiques du sort réservé à l'Allemagne (*Les conséquences économiques de la paix*, 1921) ; il est envoyé par un journal suivre la conférence de Gènes en 1922, qui est la première conférence Est-Ouest et qui abandonnera le système de l'étalon-or, et il en tire un livre, *Essai sur la réforme monétaire* (1924) ; nommé enseignant à Cambridge, il écrit un *Traité sur la monnaie* (1930) et organise sur les thèses qu'il y défend une large discussion (le « Cirque de Cambridge ») de laquelle il tirera *La théorie générale...* ; honoré de toutes parts, anobli, il représentera encore le gouvernement britannique à la conférence de Bretton Woods (1944) qui mettra en place le système monétaire international de l'étalon-change-or.

Il est impossible, en peu de pages, de résumer l'œuvre de Keynes. Seul son ouvrage de 1936 sera traité ici car il est encore aujourd'hui la référence de nombreux économistes, tant au niveau de la théorie que de la politique économique. *La théorie générale...* est essentiellement une théorie de l'emploi, en rupture totale avec la théorie néoclassique. Celle-ci postule qu'en situation de libre concurrence, il ne doit pas y avoir de chômage « involontaire », c'est-à-dire qu'il ne doit y avoir aucun travailleur désirant travailler pour le salaire d'équilibre et ne trouvant néanmoins aucun employeur pour l'embaucher. La nouveauté introduite par Keynes est la démonstration que le cas de figure néoclassique n'est qu'un cas particulier dont la probabilité qu'il se réalise n'est pas supérieure à celle de n'importe quel autre cas particulier. Autrement dit, il va démontrer que, même si « tout se passe bien », il peut y avoir du chômage involontaire, les entrepreneurs fixant l'emploi à un niveau tel que pour le salaire en vigueur, des travailleurs sont prêts à travailler mais ne trouvent pas d'embauche.

La question naturellement n'a pas qu'un intérêt théorique. Keynes écrit cet ouvrage au plus profond de la crise de l'entre deux guerres, à un moment où de toute évidence le chômage involontaire existe. Il a compris que ce chômage et cette crise sont politiquement dangereux pour un capitalisme déjà ébranlé par la guerre et la révolution d'octobre, mais dont il s'affirme un partisan convaincu. Il va donc produire une théorie qui d'une part rend compte du phénomène qui l'inquiète et d'autre part peut servir de fondement à des interventions de politiques économiques susceptibles de le résorber.

Une théorie générale révolutionnaire

La théorie générale... est un ouvrage extrêmement difficile à lire. Reposant sur un appareillage mathématique important, il est écrit quasi entièrement sous forme littéraire, ce qui rend quelques définitions pour le moins ardues ; il présente une théorie que Keynes appelle « *principe de la demande effective* », laquelle recouvre quelque chose qui n'est ni vraiment une demande, ni vraiment effectif ; le choix des unités de mesure est en totale contradiction avec tout ce que l'Economie Politique a produit et par conséquent est difficilement assimilable... Cependant, en simplifiant quelque peu, l'essentiel de la théorie keynésienne peut être compris, même si cela la dénature un peu.

Au fond, la « société keynésienne » est une société sans classes sociales ; elle n'est constituée que de deux types d'agents économiques : les *entreprises* (dirigées par des entrepreneurs) et les *ménages*. Pour Keynes, ces agents économiques ne raisonnent jamais sur des biens ou des marchandises, mais uniquement sur des grandeurs monétaires globales, prenant ainsi le contre-pied de la théorie marginaliste et fondant ce qui deviendra la macroéconomie par opposition à la microéconomie des économistes néoclassiques.

Dans *La théorie générale* de Keynes, le choix des unités de mesure est essentiel. Il y consacre deux chapitres de son ouvrage, et affirme qu'il n'aurait pu l'écrire si les problèmes qu'ils posent n'avaient pas été résolus. Keynes refuse « l'hypothèse de nomenclature » consistant à prendre comme point de départ de l'analyse le fait que les biens économiques peuvent être listés (chaises, tables, machines, roudoudous, etc.) a priori ; il refuse donc aussi d'admettre que le premier problème économique que doit résoudre la théorie économique soit celui des rapports d'échange entre ces biens, comme l'ont supposé tous ses prédécesseurs sans exception. La première unité de mesure ne peut donc être que l'unité de monnaie, et les agents économiques ne raisonnent que sur des grandeurs monétaires : les recettes (chiffres d'affaires) et les coûts globaux pour les entrepreneurs, les revenus et la consommation pour les ménages, par exemple. La seconde unité de mesure utilisée dans *La théorie générale* est « l'unité de temps ». Elle est définie dans une note de bas de page de la façon suivante : « *le plus court intervalle de temps après lequel il est possible à l'entreprise de réviser sa décision relative au volume d'emploi à offrir. Cet intervalle est pour ainsi dire l'unité effective minimum de temps économique* ». Il s'agit donc d'une unité qui n'a pas de durée pré-établie, laquelle peut varier en fonction de toute une série de considérations. En tout état de cause, tout ce qui est affirmé par Keynes dans *La théorie générale* s'inscrit dans cette unité de temps, et seulement dans elle. C'est la raison pour laquelle Keynes refuse de théoriser les processus dynamiques, c'est-à-dire ceux qui se déroulent « dans le temps », comme le montre son fameux passage sur les Reines : « *Dire que la production nette est plus considérable, mais le niveau du prix plus bas aujourd'hui qu'il y a un an ou dix ans, c'est énoncer une proposition analogue par sa nature à l'affirmation que la Reine Victoria était une souveraine meilleure mais non une femme plus heureuse que la Reine Elisabeth. Cette proposition n'est dépourvue ni de sens ni d'intérêt, mais elle est impropre à servir de matière au calcul différentiel. Notre précision serait dérisoire si nous prétendions placer de semblables concepts en partie vagues et non quantitatifs à la base d'une analyse quantitative* ».

A partir de cette conception, une série de définitions s'enchaînent.

Pendant une unité de temps donnée, l'ensemble des entreprises réalisent un chiffre d'affaires total qui représente la totalité de leurs ventes. Ces ventes ont été effectuées soit auprès des ménages, et c'est ce que Keynes appelle la *consommation*, soit auprès des entreprises, et c'est ce que Keynes appelle l'*investissement*. Par conséquent, il apparaît d'une part que tous les achats effectués par les ménages constituent la dépense de consommation et tous les achats effectués par les entreprises définissent la dépense d'investissement, et d'autre part que ce sont les dépenses de consommation et d'investissement qui constituent la totalité des recettes des entreprises. Si, pour simplifier le raisonnement — ce que ne fait pas évidemment Keynes — les amortissements ne sont pas pris en considération, ces recettes constituent également le *revenu* de l'ensemble de la communauté : en effet, elles permettront aux entreprises de payer les facteurs de production que les ménages mettent à leur disposition sous forme de salaires, rentes, intérêts, dividendes... et la différence entre les recettes et les coûts en facteurs constituera les profits. Une partie de ce revenu global sera consommée, c'est-à-dire sera dépensée par les ménages, et la différence entre le revenu et la consommation définit l'*épargne*. Ainsi les recettes, qui sont en même temps le revenu global, étant à la fois égales à la somme de la consommation et de l'investissement, et à la somme de la consommation et de l'épargne, Keynes en déduit logiquement que l'épargne est nécessairement égale à l'investissement.

Contrairement à ce que prétend la théorie néoclassique, pour laquelle l'épargne et l'investissement ne sont égaux que pour le taux d'intérêt d'équilibre, cette égalité est pour Keynes toujours vérifiée, par définition en quelque sorte.

A partir de ces définitions, Keynes élabore un « modèle » simplifié de la réalité économique. Ce modèle repose d'abord sur un certain nombre de « données » : *« la capacité et la quantité actuelles des forces de travail dont on dispose, le volume et la qualité actuels de l'équipement qu'on possède, la technique existante, le degré de concurrence, les goûts et les habitudes des consommateurs (...) La structure sociale en tant qu'elle comprend les forces (...) qui gouvernent la répartition du revenu national »*. Ces données définissent la « courte période » ; considérer ces facteurs comme donnés ne signifie pas qu'ils sont constants ou immuables, mais seulement que le modèle ne prend pas en considération les conséquences de leur variation ; s'il le faisait, il deviendrait un modèle de « longue période »¹. Ces données permettent de déterminer les « variables indépendantes » qui sont au nombre de trois : la « propension à consommer », l'« efficacité marginale du capital », et le « taux de l'intérêt ». Les variables indépendantes étant connues, s'en déduisent alors les « variables dépendantes », à savoir le « volume de l'emploi » et le « revenu global ».

Il convient de souligner que Keynes ne cherche pas à tracer entre les différentes catégories (variables dépendantes et indépendantes, données) des frontières précises

¹ La distinction « courte période » - « longue période » est donc une distinction analytique, et non une distinction temporelle ; il ne faut pas la confondre avec celle opposant le « court terme » et le « long terme ».

permettant de définir des lignes de démarcation rigoureuses, dans la mesure où une telle rigueur lui paraît impossible. Son seul objet est de découvrir « *dans une matière aussi complexe que l'économie, où il serait vain d'espérer faire des généralisations en tous points exactes, les facteurs qui contribuent principalement à déterminer la variable étudiée* ». Il met ainsi en garde contre l'assèchement de la pensée auquel peuvent conduire des formalisations simplificatrices et apparemment rigoureuses : « *Trop de récentes économies mathématiques ne sont que pures spéculations ; aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel* ». Il tire néanmoins des diverses définitions une formule simple, connue sous le terme de « multiplicateur keynésien ».

La théorie du multiplicateur keynésien est relativement facile à exposer. A partir du moment où l'investissement I est égal à l'épargne, et que celle-ci est le revenu non consommé $Y-C$, l'égalité $I=Y-C$ est évidente (et rappelons-le toujours vraie). Si la propension à consommer (part du revenu consommée) est notée c , alors $I=Y(1-c)$. En divisant les deux côtés de l'égalité par $1-c$, il vient la formule du multiplicateur

$$Y=I/1-c$$

Des propositions révolutionnaires ?

C'est le commentaire de cette formule qui donnera à Keynes l'occasion d'écrire, dans un dernier chapitre de son livre intitulé « Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la Théorie générale peut conduire », quelques réflexions dont la radicalité, pour l'époque, surprend encore. Mais c'est aussi cette formule qui donnera les bases des politiques économiques keynésiennes de relance mises en œuvre après la deuxième guerre mondiale dans la plupart des pays capitalistes.

La formule fait apparaître clairement que pour un investissement donné, le revenu Y et donc l'emploi ne peuvent augmenter que si la propension à consommer c augmente. La première interprétation possible en termes de politique économique est évidente : pour lutter contre le chômage, il faut « relancer la consommation » en distribuant du pouvoir d'achat ou en facilitant les crédits à la consommation des ménages. Mais Keynes insiste sur le fait que ce n'est pas la consommation qui doit augmenter, mais la part de la consommation dans le revenu global. Autrement dit, deuxième interprétation possible, il faut accroître le revenu de ceux qui, proportionnellement, consomment le plus (ceux qui ont les revenus les plus faibles) et diminuer le revenu de ceux qui à l'inverse, proportionnellement, consomment le moins (ceux qui ont les revenus les plus élevés). C'est ce qui permet à Keynes d'affirmer d'emblée que parmi « *les deux vices marquants du monde économique où nous vivons* » figure « *la répartition de la fortune et du revenu (qui) est arbitraire et manque d'équité* ». Et de poursuivre, mettant en cause l'héritage : « *L'analyse qui précède nous amène donc à conclure que dans les conditions contemporaines de croissance de la richesse, loin de dépendre de l'abstinence des milieux aisés, comme on le croit en général, a plus de chance d'être contrariée par elle. Ainsi disparaît l'une des principales justifications sociales des grandes inégalités de fortunes. Ce n'est pas à dire que d'autres raisons indépendantes*

de notre théorie ne puissent justifier en certaines circonstances un certain degré d'inégalités de fortunes. Mais notre théorie élimine la principale des raisons pour lesquelles on a pensé jusqu'ici qu'une grande circonspection était nécessaire dans l'accomplissement des réformes. Elle influe tout particulièrement sur notre façon d'envisager les droits de succession. Car certaines considérations qui légitiment l'inégalité des revenus ne justifient pas en même temps l'inégalité des héritages ».

La formule fait également apparaître clairement que pour une propension à consommer donnée, le revenu Y et donc l'emploi ne peuvent augmenter que si l'investissement augmente. Là encore, il y a une première interprétation possible : pour lutter contre le chômage, il faut « relancer l'investissement » par des mesures encourageant les entrepreneurs (crédits moins chers pour les entreprises, commandes de l'Etat, aides diverses, etc.). Mais là encore, Keynes suggère une autre interprétation car il ne fait aucunement confiance aux entrepreneurs. Il préconise d'une part « l'euthanasie du rentier » : « *Cet état de chose serait parfaitement compatible avec un certain degré d'individualisme. Mais il n'en impliquerait pas moins l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté. L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable...* » ; et d'autre part, une intervention massive de l'Etat : « *Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'Etat de coopérer avec l'initiative privée* ».

Chacun aura le loisir d'interpréter à sa convenance ces quelques phrases de Keynes. Mais il faut souligner la radicalité de ce que préconise Keynes, en se souvenant qu'il les fait à Cambridge, cœur intellectuel de la grande bourgeoisie britannique, en 1936, c'est-à-dire à une époque où la Grande-Bretagne est encore considérée comme l'économie capitaliste internationalement dominante, et qu'il est l'un des principaux conseillers du gouvernement : « euthanasier les rentiers », « mettre en cause l'héritage » et « les inégalités de fortunes et de revenus », « socialiser l'investissement », ne sont pas des « petites réformes » et peut-être serait-il utile de se les réapproprier aujourd'hui.